

Les désaccords russo-américains sur la stabilité stratégique et le contrôle des armements

Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains 2020

Université de Paris I – Panthéon – Sorbonne, Paris, 3 Février

Céline Marangé

Chercheuse spécialiste de la Russie à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire

Les relations russo-américaines n'ont cessé de se dégrader depuis le début des années 2000. Longue est de part et d'autre la liste des griefs et des récriminations. Ils concernent au premier chef la stabilité stratégique et le contrôle des armements. Dans son adresse de mars 2018 à l'Assemblée fédérale russe qui réunit les représentants des chambres haute et basse du parlement, le président Poutine a tiré argument du retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*) en 2002 et du déploiement de systèmes antimissiles en Europe pour justifier la mise au point de six nouvelles armes stratégiques qu'il a présentées avec force détails, vidéos à l'appui.

L'antagonisme entre les deux pays présente un cas classique de dilemme de sécurité : inquiet pour sa sécurité, un État accroît sa puissance militaire, suscitant les craintes d'un autre État qui, y voyant une menace, renforce à son tour son appareil militaire. Ce processus concomitant augmente le niveau d'incertitude et l'insécurité globale. Robert Jervis, qui a parmi les premiers théorisé ce phénomène, soulignait sa dimension perceptive et psychologique¹. « Il expliquait, par exemple, qu'une fois qu'une image de l'autre est cristallisée, notamment lorsque cette image est hostile, les informations ambiguës ou contradictoires seront assimilées à l'image dominante. Les décideurs politiques tendent à percevoir ce qu'ils attendent. De plus, ils sont souvent convaincus que leurs propres actions sont purement défensives, et naturellement perçues comme telles par les protagonistes². »

À Moscou comme à Washington, l'opposition à l'ancien ennemi de la guerre froide fait partie de « la carte mentale » de nombreux dirigeants et experts, au sens où elle structure les représentations du monde qu'ils mobilisent pour penser l'action politique³. On assiste en même temps à une transformation profonde du système international sous l'effet de la montée en puissance de la Chine. Son ascendant s'exprime sur les plans économique et financier, mais aussi dans les domaines militaire et technologique. Le centre de gravité du monde se déportant vers l'Asie Pacifique, les États-Unis y réorientent leurs efforts. Or la sécurité de l'Europe est encore largement liée à l'engagement américain au sein de l'OTAN et des partenariats bilatéraux. La stabilité stratégique du continent européen dépend toujours des garanties de sécurité américaines et de l'état des relations russo-américaines. Cependant,

¹ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

² Pascal Venesson, « Le dilemme de la sécurité : anciens et nouveaux usages », *Espaces Temps*, « De la guerre. Un objet pour les sciences sociales », n° 71-73, 1999, p. 56.

³ Christian Lequesne, *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*, Paris, CNRS Éd., 2017, p. 156.

l'avenir du contrôle des armements est aussi tributaire de la nouvelle bipolarisation sinoaméricaine du monde.

Le retrait américain du traité ABM vu de Moscou

Les dirigeants russes ne manquent pas une occasion de rejeter la faute de l'instabilité stratégique actuelle sur les États-Unis. De leur point de vue, le premier coup de semonce est intervenu en décembre 2001, lorsque les États-Unis ont officiellement annoncé leur intention de se retirer du traité ABM de limitation des armements stratégiques défensifs. Signé par Léonid Brejnev et Richard Nixon en 1972 dans le cadre des négociations SALT I qui portaient sur les armes offensives, ce traité interdisait notamment de construire et de déployer des systèmes de défense antimissiles en mer, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique ; sur terre, il autorisait l'installation de tels systèmes sur seulement deux types de sites, soit autour de la capitale, soit près d'une zone de lancement des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), capables d'emporter des charges nucléaires.

Des dissensions concernant le traité étaient déjà apparues après que le président Reagan a lancé en 1983 l'Initiative de défense stratégique (IDS), un projet de défense antimissile qui devait protéger le territoire américain des missiles stratégiques soviétiques lancés depuis la terre ou depuis un sous-marin. Au début des années 2000, l'administration américaine du président George W. Bush a justifié le retrait en arguant de la menace que certains « États voyous » faisaient planer sur les États-Unis en cherchant à se doter de l'arme nucléaire et de missiles intercontinentaux. Les attentats du 11 septembre 2001 l'ont confortée dans la conviction qu'il fallait mieux protéger le territoire américain. La décision de Washington a suscité l'incompréhension des dirigeants russes qui considéraient ce traité comme « la pierre angulaire de la sécurité internationale » ; elle a été d'autant plus mal accueillie qu'ils venaient d'accepter de faciliter les opérations entreprises par l'armée américaine en Afghanistan. S'exprimant à ce sujet au cours de la longue interview qu'il a accordée en 2017 au cinéaste Oliver Stone, Vladimir Poutine a déclaré que les présidents Clinton et Bush avaient cherché à le convaincre que l'Irak voulait se doter de telles capacités.

La fin du traité a permis aux États-Unis de créer, dès 2002, la Missile Defense Agency et de poursuivre le développement de plusieurs systèmes antimissiles, tirant profit des recherches menées antérieurement, notamment dans le cadre de l'IDS. Annoncé dès mai 2001, le projet de bouclier antimissile a avivé la défiance des autorités russes. Un mois avant l'annonce officielle du retrait, le chef de l'administration présidentielle russe, Alexander Volochine, faisait valoir dans la presse occidentale que des pays comme la Corée du Nord et l'Irak ne pourraient pas avant au moins 20 ans mettre au point des missiles capables de parcourir la distance pour frapper le territoire des États-Unis. Il en déduisait qu'il était « parfaitement évident que le bouclier antimissile ne pouvait pas être dirigé contre un autre pays que la Russie », ajoutant que, s'il existait une menace venant d'un pays tiers, il serait préférable que la Russie, l'Europe et les États-Unis entament des discussions pour créer un système de défense

unitaire⁴. L'avenir a montré que les craintes américaines étaient fondées puisque la Corée du Nord a acquis en 2018 la maîtrise des missiles balistiques intercontinentaux.

Le contentieux du bouclier antimissile

Dès son lancement, le projet de bouclier antimissile en Europe a empoisonné les relations russo-américaines. Dans son fameux discours de Munich en 2007, Vladimir Poutine remarquait qu'« aucun des pays dits “à problèmes” ne posséd[ait] de missiles ayant une portée de l'ordre de 5 000 à 8 000 kilomètres et [n'était de ce fait] susceptible de menacer l'Europe⁵ ». Les dirigeants russes craignent jusqu'à aujourd'hui que les systèmes de défense antimissile ne portent atteinte à la dissuasion nucléaire russe, les missiles antibalistiques du bouclier étant conçus pour abattre un missile stratégique en vol. Les experts russes estiment, de plus, que la Russie est exposée à des frappes aériennes massives non nucléaires contre des entités civiles et militaires. Comme le note le théoricien militaire Andrei A. Kokoshin, « au cours des 20-25 dernières années, on discute de la question d'([infliger] des dommages non nucléaires à des entités des forces nucléaires stratégiques – du fait que des armes nonnucléaires de haute précision et de longue portée “participent” à une frappe “désarmante” soudaine contre les forces stratégiques nucléaires de l'adversaire ». Il ajoute à ce propos que « les plateformes de combat – navires et avions – peuvent se trouver à des centaines, voire à des milliers de kilomètres, du “champ d'opération” »⁶.

Après son accession à la Maison Blanche, Barack Obama a tenté, en 2009, d'ouvrir une nouvelle page dans les relations russo-américaines, chargeant Hillary Clinton, sa secrétaire d'État, de mettre en œuvre une politique dite de « reset » ou de « main tendue ». En gage de bonne volonté, il a renoncé à déployer des missiles en Pologne et des radars en République tchèque dans le cadre du bouclier antimissile⁶. Il a, en outre, ordonné l'abandon des projets liés au développement d'une composante spatiale de la défense antimissile américaine. En 2010, Moscou et Washington ont signé le traité New Start de réduction des armements stratégiques nucléaires. Cependant, comme Jean-Philippe Tardieu le présageait en 2010, le renoncement au projet antimissile n'était pas définitif, mais tactique et temporaire⁸. Le bouclier antimissile est devenu, la même année, une mission de l'OTAN, destinée à prévenir toute menace balistique et nucléaire venant de l'Iran. Le secrétaire général de l'OTAN Anders Rasmussen a invité la Russie à se joindre au projet afin de construire et d'opérer ensemble un même dispositif de sécurité⁷. La proposition est restée lettre morte. Des pays membres

⁴ Alexander Voloshin, « A Russian Volley over the ABM Treaty », *Bloomberg*, 8 novembre 2001; article traduit en russe dans *Kommersant*, 11 novembre 2001.

⁵ Le discours est disponible en anglais sur le site du Kremlin : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>. ⁶ Andrei A. Kokoshin, *Voprosy prikladnoj teorii vojny* (Questions de théorie appliquée de la guerre), Moscou, Éd. de Haute École d'économie, en russe, p. 67.

⁶ Angela Stent, *The Limits of Partnership: U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton, PUP, 2014. ⁸ Jean-Philippe Tardieu, « Le bouclier antimissile américain en Europe : les ambiguïtés de la main tendue », *Politique étrangère*, 2010, n° 2, p. 443-453.

⁷ « Un dispositif de sécurité de Vancouver à Vladivostok », communiqué de l'OTAN du 27 mars 2010.

https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_62391.htm

comme la Turquie et la Roumanie abritent aujourd'hui des parties de ce bouclier. Un site de défense antimissile américain a été envisagé en Pologne avant d'être reporté en 2020.

En dépit des concessions américaines, les dirigeants russes considèrent toujours que le bouclier réduit la force de dissuasion de la Russie⁸. Dans la mesure où les systèmes antimissiles actuels sont, d'après les experts occidentaux, incapables d'intercepter des missiles intercontinentaux, on peut penser que ceux-ci ont une grande confiance dans la technologie américaine ou qu'ils prennent le prétexte du bouclier pour se réarmer. La doctrine militaire russe de 2014, adoptée quelques mois après l'annexion de la Crimée et le début de la guerre dans le Donbass, présente comme des dangers militaires majeurs le renforcement du potentiel militaire de l'OTAN, la présence de troupes étrangères près des frontières de la Russie, ainsi que le déploiement de systèmes de défense antimissile. Elle déclare que ces derniers « amoindissent la stabilité mondiale et détruisent l'équilibre des forces établi dans le domaine des missiles nucléaires », au même titre que « l'intention de placer des armes dans l'espace » et « le déploiement d'armes stratégiques de haute précision ». La doctrine précise encore que la Russie se réserve le droit de recourir à l'arme nucléaire au cas où seraient utilisées « contre elle ou contre ses alliés des armes nucléaires ou des armes de destruction massive » et au cas où « l'existence même de l'État » russe serait mise en danger par « une agression au moyen d'armes conventionnelles » (2014, point III-27). Autrement dit, la Russie se réserve le droit d'envisager une frappe « en premier » dans les cas précités, sachant qu'elle a abandonné, en 1993, l'engagement à n'employer le feu nucléaire qu'en représailles⁹.

Les démonstrations de force russes en Europe

Un autre sujet de dissension majeur entre Moscou et Washington porte sur les élargissements successifs de l'OTAN en Europe centrale et orientale. Les dirigeants russes n'ont cessé de dénoncer la présence et les activités de l'OTAN et des États-Unis dans l'environnement de sécurité de la Russie. Ils s'opposent avec force à ce que d'autres pays de l'ancienne Union soviétique puissent adhérer à l'Alliance atlantique. Cette perspective a constitué par deux fois un *casus belli*, en Géorgie en 2008 et en Ukraine en 2014. La guerre de Géorgie d'août 2008 a eu lieu quelque mois après que le communiqué final du sommet à Bucarest a déclaré : « l'OTAN se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie qui souhaitent adhérer à l'Alliance. Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. [...] Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au [plan d'action pour l'adhésion, désigné par l'acronyme] MAP »¹⁰. L'annexion de la Crimée en mars

⁸ Au demeurant, Paris aussi se serait inquiété des conséquences du bouclier et aurait souhaité « être sûr que le système [de bouclier] ne compromette pas sa dissuasion nucléaire, et [exigé] que son commandement ne place pas *de facto* la sécurité des Européens sous le contrôle politique des États-Unis » (Nathalie Guibert, « La saga du bouclier antimissile de l'OTAN », *Le Monde*, 27 juin 2016).

⁹ Céline Marangé, « Le nucléaire russe : un instrument de dissuasion et d'intimidation », *Revue Défense Nationale*, n° 802, été 2017, pp. 50-57, p. 52.

¹⁰ Alors que Washington voulait accorder le MAP dès 2008, Berlin et Paris s'y sont opposés. Voir la « Déclaration du sommet de Bucarest publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique nord tenue à Bucarest le 3 avril 2008 », point 23. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_8443.htm?mode=pressrelease

2014 a constitué un coup de force et une violation du droit international. Du point de vue stratégique, elle a permis à l'armée russe de préserver le port de Sébastopol qui héberge la flotte russe de mer Noire, tandis que la guerre dans le Donbass compromet les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Depuis dix ans, les autorités russes ont pris des mesures tous azimuts pour renforcer la dissuasion conventionnelle et nucléaire de leur pays. En 2010, un plan de réarmement massif a été lancé en réponse à ce qui était perçu comme des atteintes à la sécurité du territoire. Il inclut la modernisation par remplacement des anciens missiles et l'introduction d'armes stratégiques capables de rétablir une parité stratégique en perçant les systèmes de défense antimissile, comme le missile hypersonique air-sol de haute précision Kinjal et le planeur hypersonique Avangard, lancé par missile balistique. Déployé en décembre 2019, Avangard serait capable d'atteindre n'importe quelle cible et de couler un porte-avions. Sur le plan défensif, l'armée russe a procédé au déploiement de systèmes de défense antimissile S-300 et S-400, tout en les exportant activement depuis 2014 afin d'entamer la suprématie aérienne des États-Unis et d'ébranler les alliances et les partenariats stratégiques qu'ils ont noués en Europe et en Asie¹¹.

De surcroît, les dirigeants russes se servent du nucléaire à des fins d'intimidation stratégique. La Russie disposant d'un très grand nombre d'armes nucléaires et d'un arsenal diversifié, ses capacités de frappe en premier et en second font peu de doute. Les menaces verbales des plus hauts dirigeants russes s'accompagnent depuis 2014 de nouvelles démonstrations de force. En plus d'être engagée en Syrie et en Ukraine, l'armée russe multiplie les patrouilles de reconnaissance à composante nucléaire en utilisant des sous-marins lanceurs d'engins et des bombardiers stratégiques capables d'emporter des charges conventionnelles ou nucléaires. Elle déploie des armes nucléaires tactiques près des frontières de l'Union européenne (UE), comme le missile balistique Iskander à double capacité (conventionnelle et nucléaire) de courte et de moyenne portée qui est présent en Crimée, à Kaliningrad et près de la frontière occidentale de la Russie.

L'ambivalence russe sur l'arsenalisation de l'espace

Un autre sujet de contentieux concerne l'arsenalisation de l'espace. Pour l'heure, la militarisation de l'espace se limite à des satellites militaires remplissant des fonctions de renseignement, de communication et de ciblage. En l'état actuel des connaissances, aucune arme n'a encore été déployée dans l'espace afin d'abattre ou d'aveugler un satellite en orbite ou encore de frapper la terre. Mais les Russes se sont inquiétés de cette perspective avant même l'abandon du traité ABM. En 2007, le président Poutine déclarait à Munich que la militarisation de l'espace pourrait avoir des conséquences « qui ne seraient pas moins graves

¹¹ À ce sujet, voir Isabelle Facon, « Export russe des systèmes anti-aériens S-400 : intentions stratégiques, atouts industriels et politiques, limites », *Défense & industrie*, n° 13, juin 2019.

que l'avènement de l'ère nucléaire », ajoutant que la Russie avait fait diverses propositions et préparé un projet de Traité sur le non-déploiement d'armes dans l'espace¹².

L'initiative n'ayant pas porté, la Russie fait désormais front commun avec la Chine sur ce sujet dans les instances internationales. Les deux pays déclarent vouloir empêcher la course aux armements dans l'espace et sa transformation en un terrain de confrontation militaire. Dans un document conjoint, ils demandent l'interdiction du déploiement d'armes dans l'espace et appellent de leurs vœux la signature d'un traité de désarmement, soit « un instrument multilatéral juridiquement contraignant qui établisse des garanties fiables de nondéploiement d'armements de toute sorte, en orbite autour de la terre¹⁵ ». Les États-Unis qui, pour leur sécurité, souhaitent préserver leur domination dans l'espace font valoir qu'il n'y aurait aucun moyen de vérifier qu'un tel traité soit respecté.

Force est par ailleurs de constater que la Russie participe par ses actions à la militarisation de l'espace. Elle a développé des armes capables d'abattre depuis la terre des satellites en orbite basse, misant notamment sur de nouveaux missiles antisatellites, comme le missile antibalistique Nudol qui a été testé en 2015 et le missile balistique intercontinental RS-28 Sarmat qui a été développé à partir de 2009 et qui pourrait emporter jusqu'à dix têtes nucléaires de forte puissance. Par ailleurs, elle contribue au renforcement des capacités spatiales chinoises en approfondissant sa coopération avec la Chine dans ce domaine sur la base d'un programme pour les années 2018-2022 qui inclut notamment les moteurs de fusée, les lanceurs astronautiques, la recherche sur la Lune et l'espace profond, la sonde à distance de la terre et les systèmes de communication par satellites en orbite basse¹³.

L'érosion des traités de contrôle et de réduction des armements

L'apparition de nouvelles armes stratégiques et la militarisation de l'espace entraînent une nouvelle course aux armements, alors que la compétition stratégique sino-américaine pour le leadership mondial a commencé et qu'elle s'exprime déjà dans des domaines comme l'espace et l'intelligence artificielle. Chacun des deux pensant pouvoir prévaloir, nul ne veut se lier à l'avance par des traités. De ce point de vue, il est peu probable que les percées technologiques dans le domaine militaire donnent lieu, dans un proche avenir, à de nouvelles négociations sur le contrôle des armements qui incluraient notamment les armes stratégiques de haute précision.

On assiste, au contraire, à une remise en question du cadre qui régit les seuils et les moyens relatifs aux forces conventionnelles et nucléaires. En 2019, les États-Unis, puis la Russie, se sont retirés du traité dit FNI sur les missiles nucléaires terrestres à portée intermédiaire (de

¹² Le discours est disponible en anglais sur le site du Kremlin : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>. ¹⁵ « Déclaration commune de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine concernant le développement des relations de partenariat total et de coopération stratégique entrant dans la nouvelle époque », 5 juin 2019, disponible en russe sur le site du Kremlin, point 7. <http://kremlin.ru/supplement/5413>

¹³ *Ibid.*

500 à 5 500 km) qui avait été signé en décembre 1987 par Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan et qui avait marqué le début de la fin de la guerre froide. La mort du FNI est liée à deux problèmes : le non-respect du traité par la Russie et la montée en puissance de la Chine qui renforce son arsenal nucléaire et qui déploie, face à Taïwan, des missiles de portée intermédiaire. Le traité New Start de réduction des armes nucléaires qui lie la Russie et les États-Unis pourrait ne pas être reconduit après la date d'expiration en février 2021. Les États-Unis ne souhaitent pas renouveler New Start si la Chine ne prend pas des engagements concernant la réduction de son arsenal nucléaire. Or celle-ci s'y refuse pour le moment. La Russie n'est pas opposée à une éventuelle participation de la Chine aux négociations, mais elle n'entend pas exercer la moindre pression sur Pékin à cette fin. Elle estime, par ailleurs, qu'en cas de participation de la Chine à ces négociations, il serait souhaitable que la France et le Royaume-Uni s'y joignent aussi, en tant que puissances nucléaires.

Des experts russes réfléchissent aux solutions qui pourraient permettre de préserver le contrôle des armements. Andreï Kortunov, qui dirige le Russian International Affairs Council et qui représente la tradition libérale ou « l'école du MID » (le ministère russe des Affaires étrangères), insiste sur l'importance de restaurer le dialogue par des mesures de confiance, de prendre en considération les intérêts légitimes de chacune des parties, y compris de la Chine, et de faire preuve d'audace et de vision en imaginant les mécanismes de limitation des armements du XXI^e siècle¹⁴. Sergueï Karaganov qui préside le Conseil pour la politique étrangère et de défense et qui se pose en défenseur du paradigme réaliste et en partisan d'un rapprochement stratégique avec la Chine, préconise quant à lui de réduire les risques de confrontation militaire en renforçant les canaux de discussion entre militaires et en développant des codes de conduite, notamment en termes de désescalade¹⁵. On ignore si la Russie pourrait envisager un élargissement des mécanismes de maîtrise des armements de façon à prendre en compte les missiles hypersoniques, l'intelligence artificielle et le calcul quantique, qui sont tous susceptibles de bouleverser les grands équilibres stratégiques.

L'autonomie stratégique comme solution ?

C'est dans ce contexte pour le moins complexe et dangereux que le président français Emmanuel Macron a lancé le débat sur l'autonomie stratégique de l'Europe. D'un côté, il a renoué un dialogue bilatéral avec la Russie, notamment sur les questions de sécurité ; de l'autre, il a imposé la discussion entre les pays membres de l'UE en tenant, par exemple, des propos provocateurs sur « la mort cérébrale de l'OTAN¹⁶ ». Les défenseurs de l'autonomie stratégique européenne la présentent comme une solution au désengagement américain de l'Europe et à l'imprévisibilité du président Donald Trump. Ses opposants craignent que ces discussions n'accentuent son relatif désintérêt pour l'Europe et n'amoindrisent leur sécurité

¹⁴ Andreï Kortunov, « The Post-INF Treaty world: Cutting Costs and Reducing Risks », site du RIAC, 22 octobre 2019 » ; Andreï Kortunov, « Four Pieces of Advice to Emmanuel Macron about the INF Treaty », site du RIAC, 26 décembre 2019.

¹⁵ Sergueï Karaganov, Dmitry Suslov, *The New Understanding and Ways to Strengthen Multilateral Strategic Stability*, rapport de la Haute École d'économie de Moscou, 2019.

¹⁶ « Emmanuel Macron warns Europe: NATO is becoming brain-dead », *The Economist*, 7 novembre 2019.

face à la Russie. Le débat sur l'autonomie stratégique est périlleux car il pose implicitement deux questions auxquelles les pays membres de l'UE n'apportent pas tous les mêmes réponses : quelle est la dangerosité de la Russie et quel est l'avenir de la relation transatlantique¹⁷ ?

Les pourparlers avec la Russie seront difficiles car la définition même de la sécurité pose problème et prête à discussion. La partie russe met en avant « l'indivisibilité de la sécurité » (*nedelimost' bezopasnosti*) – un concept ancien qui, pour ses partisans, doit permettre de prendre en considération la sécurité des pays riverains en cas de changement d'alliance, et qui, pour ses détracteurs, renvoie à la « souveraineté limitée » des pays du pacte de Varsovie après l'écrasement du printemps de Prague en 1968. Autrement dit, les dirigeants russes estiment que la stabilité stratégique du continent et le contrôle des armements ne peuvent s'envisager sans prendre en compte des questions politiques comme le rôle de l'OTAN en Europe et l'avenir des pays post-soviétiques. Les pays membres de l'UE et les États-Unis défendent quant à eux le principe de l'égalité souveraine des États qui implique la liberté de choisir ses alliances et qui récuse la possibilité de reconnaître des « sphères d'influence », même implicitement.

Dans un discours consacré à la dissuasion et prononcé en février 2020, le président français a estimé que les Européens devaient pouvoir « proposer ensemble un agenda international de maîtrise des armements » afin d'empêcher « les dynamiques d'escalade par des normes claires, vérifiables » ; il a aussi réaffirmé sa conviction qu'il ne pouvait « y avoir de projet de défense et de sécurité des citoyens européens sans vision politique cherchant à favoriser la reconstruction progressive de la confiance avec la Russie »¹⁸. Pour y parvenir, nul doute qu'il sera crucial d'avancer dans la résolution du conflit dans le Donbass. Il serait aussi utile de s'appuyer sur les réseaux internationaux de spécialistes de la sécurité européenne réunis par l'OSCE¹⁹. Le Pr Andreï Zagorski qui en fait partie et qui dirige, à Moscou, le Département sur le désarmement, le contrôle des armements et la résolution des conflits au sein de l'IMEMO préconise d'emprunter une voie médiane : plutôt que de chercher à édicter de nouvelles règles, mieux vaut, à ses yeux, préciser celles existantes dans un certain nombre de domaines d'intérêt commun, tout en réinsufflant une culture de transparence et de consultations mutuelles et en remettant à plus tard la discussion des questions les plus épineuses²⁰.

¹⁷ Barbara Kunz, « Europe's defense debate is all about America », *War on the Rocks*, 6 mars 2020 ; Barbara Kunz, « The Evolving Transatlantic Link: What European Response? Disentangling the European Security Debate », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize et Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era. America In Retreat?*, Londres, Palgrave, 2020, p. 33-51.

¹⁸ Discours du président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^{ème} promotion de l'École de guerre, 7 février 2020. www.elysee.fr

¹⁹ Wolfgang Zellner (coordinateur), Philip Remler, Wolfgang Richter, Andrei Zagorski (groupe de rédaction) et al., *Reducing the Risks of Conventional Deterrence in Europe Arms Control in the NATO-Russia Contact Zones*, OSCE Network of Think Tanks and Academic Institutions, décembre 2018.

²⁰ Entretien à Moscou en novembre 2019. Voir Rachel Ellehuus et Andrei Zagorski, *Restoring the European Security Order*, Center for Strategic and International Studies, mars 2019.